

EPT ParisEstMarne&Bois / Commune de Maisons-Alfort

Convention de gestion transitoire

Entre les soussignés :

Etablissement Public Territorial ParisEstMarne&Bois
Représentée par son Président en exercice, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de
Territoire en date du
Ci-après désignée « EPT ParisEstMarne&Bois »

Et :

La COMMUNE DE MAISONS-ALFORT
Représentée par son Député-Maire en exercice, Michel HERBILLON, agissant en vertu d'une
délibération du Conseil municipal en date du.....
Ci-après désignée, la « COMMUNE »

PREAMBULE

L'Établissement public territorial ParisEstMarne&Bois dont le périmètre et le siège sont fixés à
Champigny-sur-Marne par le décret n°2015-1663 du 11 décembre 2015 exerce, à compter du 1^{er}
janvier 2016, en lieu et place des communes membres, les compétences définies par l'article L. 5219-
5 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Il a donc en charge les compétences suivantes :

- Plan Local d'Urbanisme ;
- Plan climat air énergie ;
- Assainissement et eau ;
- Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- Politique de la ville ;

et sous réserve de la définition de l'intérêt territorial :

- Equipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs ;
- Action sociale (hors celle mise en œuvre dans le cadre de la politique du logement et de
l'habitat) ;

et sous réserve de la définition de l'intérêt métropolitain :

- Développement et aménagement économique, social et culturel ;
- Aménagement de l'espace métropolitain ;
- Politique locale de l'habitat.

En application de l'article L.5219-10 du CGCT, le transfert des services ou parties de services
concourant à l'exercice des compétences qui incombent à l'Établissement public territorial et le
transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de
transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT.

Les flux financiers liés à ces transferts participent du fonds de compensation des charges territoriales ; ils seront établis dans le rapport de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre la Commune et l'Établissement public territorial.

Cependant, compte tenu du temps que requiert la mise en œuvre de ces procédures, l'organisation ne sera pas mise en place le 1^{er} janvier 2016, les assemblées délibérantes devant définir sereinement le périmètre d'intervention dans le champ des compétences précitées et mener le dialogue social avec les personnels transférés conformément aux dispositions précitées.

De plus, l'Établissement public territorial ne possède pas encore l'ingénierie nécessaire pour l'exercice des compétences en question. En effet, le transfert des compétences à l'Établissement public territorial implique la mise en place par ce dernier d'une organisation administrative et opérationnelle lourde et complexe.

Dans l'attente de la mise en place de cette organisation pérenne, il apparaît donc nécessaire d'assurer pour cette période transitoire et inédite au regard de la réglementation la continuité du service public. En la circonstance, seules les communes sont en mesure de garantir cette continuité, notamment en ce qui concerne les services aux usagers. Il convient ainsi de mettre en place une coopération entre la Commune et l'Établissement public territorial, la présente convention de gestion visant à préciser les conditions dans lesquelles la Commune assurera, à titre transitoire, la gestion des compétences.

Article 1er – Objet

L'EPT ParisEstMarne&Bois propose à la Commune, qui l'accepte, d'assurer à titre exceptionnel et transitoire sur son territoire toutes les missions liées à la création et la gestion des services et équipements afférents aux compétences qui relèvent, au 1^{er} janvier 2016 l'EPT ParisEstMarne&Bois ¹ :

- Plan Local d'Urbanisme : toutes les démarches (études, communication, contentieux) liées à l'évolution du document d'urbanisme en vigueur ou à la révision ou l'élaboration d'un nouveau plan local d'urbanisme. L'instruction du droit des sols n'est pas concernée.
- Plan climat air énergie : toutes les démarches (études, communication) liées à l'élaboration ou l'évolution du PCET.
- Assainissement (eaux usées et eaux pluviales) et eau potable.
- Gestion des déchets ménagers et assimilés, hors propreté urbaine.
- Politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et la coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; mise en place des programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

La Commune exerce les missions objet de la présente convention au nom et pour le compte de l'EPT ParisEstMarne&Bois. Elle s'engage à respecter l'ensemble des normes, procédures et réglementations applicables ainsi que tout texte juridiquement opposable dans l'exercice des missions qui lui incombent au titre de la présente convention.

Article 2 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an. Elle prend effet au 1^{er} janvier 2016. Elle est reconductible tacitement pour une durée supplémentaire de 6 mois.

¹ Il est ici convenu que le périmètre des compétences transféré doit faire l'objet de précisions issues de débats entre les élus de l'EPT. La convention se borne donc à poser un périmètre strict qui n'engage pas le travail futur des élus.

Dans ce cadre, la reconduction est tacite sauf opposition par courrier de l'exécutif de l'autre partie dans un délai de 15 jours avant son expiration.

Elle pourra être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- Par décision concordantes des parties pour tout ou partie des services objets de la présente convention.
- Par l'une des parties, en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie, 30 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effets.

Article 3 – Moyens utilisés pour l'exercice des missions confiées

La Commune met en œuvre tous les moyens nécessaires au bon exercice des missions qui lui sont confiées.

3-1 Moyens humains

Des personnels seront affectés totalement ou partiellement à l'exercice des missions confiées, pour une réalisation en régie ou pour le suivi de la passation et de l'exécution des contrats visés à l'article 3.3 ci-dessous et listés à l'annexe 2.

Les personnels concernés demeurent sous l'autorité hiérarchique du Maire de la Commune, en application des dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, et sous son autorité fonctionnelle.

Toute modification du tableau des effectifs et des emplois de la Commune relatifs aux services objet de la présente fera l'objet d'un avis simple préalable de l'EPT ParisEstMarne&Bois.

3-2 Moyens matériels

L'Établissement public territorial autorise la Commune à utiliser les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des missions objet de la présente convention.

Il n'est pas établi d'état des lieux, la Commune étant réputée parfaitement connaître les biens qui lui sont confiés.

La commune est autorisée à réaliser toutes études et travaux nécessaires à la gestion, l'entretien, la maintenance et la réfection des bâtiments, ouvrages et réseaux nécessaires à l'exercice de ses missions.

Elle est également autorisée, après accord exprès ou tacite intervenu au plus tard 1 mois après notification de la demande de la commune, à mener des études et réaliser des travaux de construction de nouveaux bâtiments, ouvrages et réseaux.

Dans ce cas, l'EPT ParisEstMarne&Bois sera associée aux opérations de réception de travaux effectuées par la Commune.

A l'issue des opérations de réception, la liste des documents nécessaires à l'intégration patrimoniale des bâtiments, ouvrages et réseaux sera transmise par la Commune à l'EPT ParisEstMarne&Bois.

La Commune assurera leur gestion, entretien, maintenance et réfection, jusqu'à échéance de la présente convention.

3-3 Décisions, actes et Contrats

La Commune prend toutes décisions et actes nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées, à l'exception de ceux relatifs à l'élaboration ou à l'évolution des Plans locaux d'urbanisme. Elle gère les contrats existants et prépare la passation des nouveaux contrats dans les conditions prévues dispositions prévues aux articles 3.3.1 et 3.3.2

Elle transmet autant que de besoin la présente convention au tiers concernés.

Ces décisions, actes ou contrats mentionnent le fait que la Commune agit au nom et pour le compte de l'EPT ParisEstMarne&Bois.

Une copie de ces décisions, acte et contrat est transmise à l'EPT ParisEstMarne&Bois pour information.

3.3.1 Contrats en cours d'exécution

Pour rappel, au 1^{er} janvier 2016, en application de l'article L5211-5 du CGCT, « *les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution* ».

Dans certains cas, la substitution de l'EPT est totale, dans d'autre, elle est partielle. Dans cette seconde hypothèse, l'EPT a acquis au 1^{er} janvier 2016 la qualité de cocontractant de la Commune, devenant partie prenante des contrats en cours.

Un avenant à ces contrats pourra, le cas échéant, être signé par la commune, l'EPT et le titulaire pour préciser la situation respective de la commune et de l'EPT.

La Commune assure la gestion de tous les contrats en cours listés en annexe 2. Les co-contractants seront informés par la Commune de l'existence de la présente convention.

3.3.2 Passation de nouveaux contrats et avenants

Sauf urgence impérieuse mettant en cause l'hygiène, la sûreté ou la sécurité publique, et s'agissant spécifiquement des contrats soumis aux règles de la commande publique à conclure pendant la durée de la présente convention ou devant faire l'objet d'un avenant, seuls les organes de l'EPT ParisEstMarne&Bois seront compétents pour procéder à la désignation des cocontractants et à la signature des actes en cause, que ces actes requièrent l'intervention préalable, prévue par la loi, d'une commission (commission d'appel d'offres, commission de DSP, commission consultative des services publics locaux notamment) ou soient conclus à l'issue d'une procédure adaptée ou de gré à gré. Le travail de préparation et de suivi de ces contrats est assuré par la Commune.

Les procédures de passation à respecter sont celles applicables à l'EPT ParisEstMarne&Bois .

Article 4 – Modalités financières, comptables et budgétaires

4.1. Rémunération

Accusé de réception en préfecture 094-249400078-20160329-16-55a-CC Date de télétransmission : 05/04/2016 Date de réception préfecture : 05/04/2016

La réalisation par la Commune des missions objet de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

4.2. Dépenses et recettes liées à l'exercice des missions

Les dépenses concernées au titre de la présente convention sont les dépenses strictement nécessaires à l'exercice des missions exercées.

La Commune engage et mandate les dépenses et encaisse les recettes liées à l'exercice des missions objet de la présente convention et dans la limite des dépenses mentionnées au budget primitif 2016 adopté et précisées en annexe 1.

Les dépenses supplémentaires au plafond de l'annexe 1 qui apparaîtraient nécessaires au cours de l'exécution de la présente convention devront préalablement être autorisées par l'Établissement public territorial. En cas d'urgence, de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, la Commune pourra toutefois réaliser tous travaux non prévus et engager les dépenses correspondantes.

La Commune s'acquitte des remboursements d'échéances des emprunts historiques, des impôts, taxes et redevances associés, ainsi que de la TVA, dans les cas où la réglementation l'impose. S'il y a lieu, elle procède aux déclarations de TVA auprès des services fiscaux pour les secteurs assujettis à TVA.

La Commune lui fournira un état des dépenses acquittées et des recettes perçues pour réaliser cette opération à la fin de chaque année civile accompagné des copies des factures. Ce document servira de support à la reddition des comptes prévus à l'article 4.3.

La Commune procédera au mandatement des dépenses après service fait, sur présentation des factures dans les délais réglementaires et dans le respect des règles relatives à la dépense publique du secteur local. Elle procédera à l'émission des titres et à l'encaissement des recettes conformément aux règles de la comptabilité publique.

Les comptes qui seront à utiliser sont retracés dans le tableau cadre ci-après :

Dans la Commune y compris dépenses des anciens budgets annexes			A l'EPT ParisEstMarne&Bois	
Fonctionnement				
Paiement des dépenses	Salaires	Chapitre 012		
	Autres dépenses	Comptes habituels		
Encaissement des recettes	Subventions et autres			
Titres à émettre à l'encontre de l'EPT ParisEstMarne&Bois	MAD de personnel facturé à l'EPT ParisEstMarne&Bois	70846	Personnel affecté par la commune à l'EPT	6217
	Remboursement de frais par l'EPT et avance financière reçue	70876	Remboursement de frais à la commune et avance financière	62875
Investissement				
Paiement des dépenses pour compte de tiers	Opération sous mandat de dépense	4581...	Remboursement la commune en fonction du type de dépense	23...

Accusé de réception en préfecture
094-249400078-20160329-16-55a-CC
Date de télétransmission : 05/04/2016
Date de réception préfecture : 05/04/2016

Encaissement des subventions Titre à la commune et de l'avance de l'EPT ParisEstMarne&Bois	Opération sous mandat de recettes	4582...	Avance financière	238
Titre à émettre contre l'EPT ParisEstMarne&Bois	Opération sous mandat Recette (Compte 458 à subdiviser par compétence)	4582...	Subvention d'investissement	13...

4-3 Modalités de remboursement et écritures comptables :

Conformément au Décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 (pièces justificatives), trimestriellement, la Commune transmettra à l'EPT ParisEstMarne&Bois un décompte des opérations réalisées, accompagné d'une copie des factures (ou autres pièces justificatives si la dépense ne fait pas l'objet de facturation) et d'une attestation du comptable certifiant que les paiements et encaissements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par le décret susvisé et qu'il est en possession de toutes les pièces afférentes à ces opérations.

Seules les dépenses ayant fait l'objet d'un service fait après le 1^{er} janvier 2016 seront prises en compte, à l'exclusion de celles des budgets annexes qui font l'objet d'une reprise de résultat.

En fonctionnement, les dépenses sont notamment les charges de personnel, de maintenance et d'entretien courant des biens meubles et immeubles, les primes d'assurances, les impôts et taxes de toute nature.

En investissement, les dépenses sont notamment les dépenses de travaux et d'acquisition de toute nature.

La commune reversera les recettes encaissées au nom et pour le compte de l'EPT ParisEstMarne&Bois et transmettra à l'EPT ParisEstMarne&Bois un état des recettes, accompagné des pièces justificatives. La TEOM, REOM et redevance spéciale ne sont pas concernées.

Tout intérêt moratoire dû par la Commune pour défaut de paiement dans les délais, restera à sa charge.

Afin que l'EPT ParisEstMarne&Bois puisse intégrer ces opérations comptables dans sa propre comptabilité, ce décompte distinguera par compétence, les montants relatifs, tant en dépenses qu'en recettes :

- à la section de fonctionnement
- à la section d'investissement

La CLECT dont une des missions est « de fixer les critères de charges pris en compte pour déterminer le besoin de financement des compétences exercées par l'établissement public territorial » validera formellement le montant de remboursement à la commune par l'EPT.

4-4 Modalités d'avance :

Une avance pourra être réalisée sur demande du Maire de la Commune et accord du Président de l'Établissement public territorial, en cas de perception d'une recette territoriale au titre de la

Accusé de réception en préfecture 094-249400078-20160329-16-55a-CC Date de télétransmission : 05/04/2016 Date de réception préfecture : 05/04/2016

compétence objet de la présente convention. Les modalités de versement de l'avance seront mises en adéquation avec le rythme de perception de la recette en cause par l'Établissement.

4-5 FCTVA :

En application des règles relatives au FCTVA, seul l'Établissement public territorial, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité, bénéficie d'une attribution du fonds de compensation puisque les dépenses réalisées par la Commune ne constituent pas pour elle une dépense réelle d'investissement. En conséquence, l'Établissement public territorial fera son affaire de la récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour son compte. Ces sommes seront prises en compte dans le calcul du remboursement mentionné à l'article 4.3.

4-6 TVA fiscale

Pour les budgets annexes assujettis à TVA, seul l'EPT ParisEstMarne&Bois peut bénéficier, dans les conditions habituelles d'éligibilité, du reversement de la TVA payée sur les dépenses. Cette déclaration se fera sur production d'une copie des factures que la Commune aura payées pour le compte de l'EPT ParisEstMarne&Bois.

4-7 Subventions

La commune peut solliciter et encaisser toutes subventions auxquelles elle est éligible pour le compte de l'EPT ParisEstMarne&Bois. Elle peut aussi verser des subventions. Dans ces cas, elle en informe l'EPT ParisEstMarne&Bois. Les subventions à percevoir doivent être notifiées avant la date de démarrage des travaux sauf autorisation des co-financeurs. Si l'EPT ParisEstMarne&Bois prend l'initiative d'une demande ou d'un versement de subvention il procédera à l'identique auprès de la commune.

Article 5 – Responsabilité – assurance

L'EPT ParisEstMarne&Bois demeure responsable des décisions prises par la Commune au nom et pour le compte de celui-ci.

L'EPT ParisEstMarne&Bois pourra cependant effectuer tout recours à l'encontre de la Commune pour rechercher, le cas échéant, la responsabilité de la commune si elle s'est rendue coupable de fautes dans l'exécution de son mandat.

A ce titre, la Commune et l'EPT ParisEstMarne&Bois sont couverts par des polices d'assurance correspondant à l'ensemble des missions objet de la présente convention.

Article 6 – Informations et suivi de la convention

6-1 – Information et coordination

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, l'EPT ParisEstMarne&Bois pourra se rapprocher de la Commune afin de recueillir les informations liées à l'exécution de la présente convention ainsi qu'à la gestion des missions objet de la convention.

6-2 Documents de suivi

Outre les transmissions d'informations prévues aux articles précédents, la Commune effectue un compte rendu trimestriel d'information sur l'exécution de la présente convention qu'elle transmet à l'Établissement public territorial dans les 15 jours qui suivent chaque fin de trimestre civil.

Sur la base de ces compte-rendus, la Commune et l'Établissement public territorial élaborent conjointement, chaque année, dans les 6 mois de la clôture de l'exercice concerné, un rapport d'activité et un bilan financier des interventions réalisées au titre de la présente convention en distinguant les montants consacrés en dépenses et en recettes au fonctionnement et à l'investissement. Ce rapport d'activité est présenté en séance du Conseil de territoire et du Conseil municipal.

6-3 Contrôle

L'Établissement public territorial exerce un contrôle de la convention sur la base des documents mentionnés à l'article 6.2., qui seront, dans cette perspective, transmis au Bureau de l'Établissement public territorial.

En outre, l'Établissement public territorial se réserve le droit d'effectuer à tout moment tout contrôle qu'il estime nécessaire. La Commune devra donc laisser libre accès à l'Établissement public territorial à toutes les informations concernant la réalisation des missions objet de la présente convention.

Article 7 - Sort des biens, personnels, et contrats à l'issue de la présente convention

Au terme de cette convention, le transfert des personnels et des biens, la continuité des contrats en cours, la prise en compte des dépenses et recettes concernées par ces opérations dans le calcul du FCCT et toutes opérations devront être effectués dans le cadre du plein exercice des compétences que détient l'EPT ParisEstMarne&Bois tel que la loi le prévoit.

Article 8 – Gestion des litiges et des différends - Attribution juridictionnelle

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des procédures amiables de résolution, toute action contentieuse sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun.

Le Maire de la Commune et le Président de EPT ParisEstMarne&Bois, seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à :

Le :

En ... exemplaires

Pour la Commune de Maisons-Alfort,

Pour l'EPT ParisEstMarne&Bois

Le Député-Maire

Le Président

ANNEXES

Les annexes font partie intégrante de la présente convention et les parties conviennent de leur conférer la même valeur juridique. Sont annexées à la présente convention :

Annexe 1 : Dépenses identifiées dans le BP 2016 relatives à la compétence faisant l'objet de la présente convention

Annexe 2 : Liste des contrats en cours afférents à la compétence visée dans la présente convention

**ANNEXE 1 - Convention de gestion de service entre l'EPT Paris Est Marne et Bois
et la ville de**

**Dépenses identifiées dans le budget primitif 2016
relatives à la compétence "PCET"**

Fonctionnement					
DÉPENSES			RECETTES		
Article	Libellé	Montant	Article	Libellé	Montant
011	Charges à caractère général	-		Recettes issues de la TEOM	-
611	Cont. Prest. Serv. Avec des Ent.				
617	Etudes et recherches				
				Dotations et participations reçues	-
			7478	Participation autres organismes	
012	Charges de personnel et frais ass.	-		Autres recettes de fonctionnement	
6331	Versement de transport		70	Prod. Des services, du dom.et vtes div.	-
6332	Cotisations versees au f.n.a.l.		70878	par d'autres redevables	
6336	Cotis.ctre nat.& aut.ctres gestion		7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	
6338	Aut.Imp.Tx.& Vers.Ass.sur Rém.				
64111	Remuneration principale				
64112	Indemnité de residence				
64118	Autres indemnités		74	Subventions	-
64131	Rémunération		7478	Autres organismes	
64138	Autres indemnités				
6451	Cotisations a l' u.r.s.s.a.f				
6453	Cotisations aux caisses de retraite				
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux				
64832	Contrib. au F.C.C.F.A				
6488	Autres charges				
65	Autres charges de gestion courante	-	75	Autres produits de gestion courante	
6554	Cont. Aux Org. De regroupement				
65737	Autres établissements publics locaux	-			
66	Charges financières		76	Produits financiers	
67	Charges exceptionnelles		77	Produits exceptionnels	
68	Dotations aux provisions (3)		78	Reprises sur provisions (3)	
014	Atténuations de charges		013	Atténuations de produits	
022	Dépenses imprévues				
	Total des dépenses réelles	-		Total des recettes réelles	-
042	Opé. D'ordre de transfert entre section		042	Opé. D'ordre de transfert entre section	
023	Virement à la section d'investissement				
	Total des dépenses d'ordre			Total des recettes d'ordre	
	TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES	-		TOTAL GÉNÉRALE DES RECETTES	-

Investissement					
DÉPENSES			RECETTES		
Article	Libellé	Montant	Article	Libellé	Montant
2188	Autres immobilisations corporelles				
	Total des dépenses réelles			Total des recettes réelles	-

Accusé de réception en préfecture
094-249400078-20160329-16-55a-CC
Date de télétransmission : 05/04/2016
Date de réception préfecture : 05/04/2016

**ANNEXE 1 - Convention de gestion de service entre l'EPT Paris Est Marne et Bois
et la ville de Maisons-Alfort**

**Dépenses identifiées dans le budget primitif 2016
relatives à la compétence "Politique de la Ville"**

Fonctionnement					
DÉPENSES			RECETTES		
Article	Libellé	Montant	Article	Libellé	Montant
011	Charges à caractère général	-		Recettes issues de la TEOM	-
611	Cont. Prest. Serv. Avec des Ent.				
617	Etudes et recherches				
				Dotations et participations reçues	-
			7478	Participation autres organismes	
012	Charges de personnel et frais ass.	20 000,00		Autres recettes de fonctionnement	
6331	Versement de transport		70	Prod. Des services, du dom.et vtes div.	-
6332	Cotisations versees au f.n.a.l.		70878	par d'autres redevables	
6336	Cotis.ctré nat.& aut.ctrés gestion		7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	
6338	Aut.Imp.Tx.& Vers.Ass.sur Rém.				
64111	Remuneration principale				
64112	Indemnité de résidence				
64118	Autres indemnités		74	Subventions	-
64131	Rémunération	20 000,00	7478	Autres organismes	
64138	Autres indemnités				
6451	Cotisations a l' u.r.s.s.a.f				
6453	Cotisations aux caisses de retraite				
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux				
64832	Contrib. au F.C.C.F.A				
6488	Autres charges				
65	Autres charges de gestion courante	-	75	Autres produits de gestion courante	
6554	Cont. Aux Org. De regroupement				
6558	Autres contributions obligatoires				
65737	Autres établissements publics locaux	-			
66	Charges financières		76	Produits financiers	
67	Charges exceptionnelles		77	Produits exceptionnels	
68	Dotations aux provisions (3)		78	Reprises sur provisions (3)	
014	Atténuations de charges		013	Atténuations de produits	
022	Dépenses imprévues				
Total des dépenses réelles		20 000,00	Total des recettes réelles		-
042	Opé. D'ordre de transfert entre section		042	Opé. D'ordre de transfert entre section	
023	Virement à la section d'investissement				
Total des dépenses d'ordre			Total des recettes d'ordre		
TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES		20 000,00	TOTAL GÉNÉRALE DES RECETTES		-

Investissement					
DÉPENSES			RECETTES		
Article	Libellé	Montant	Article	Libellé	Montant
2188	Autres immobilisations corporelles				
Total des dépenses réelles			Total des recettes réelles		-

Accusé de réception en préfecture
094-249400078-20160329-16-55a-CC
Date de télétransmission : 05/04/2016
Date de réception préfecture : 05/04/2016

**ANNEXE 1 - Convention de gestion de service entre l'EPT Paris Est Marne et Bois
et la ville de Maisons-Alfort**

**Dépenses identifiées dans le budget primitif 2016
relatives à la compétence "PLU"**

Fonctionnement					
DÉPENSES			RECETTES		
Article	Libellé	Montant	Article	Libellé	Montant
011	Charges à caractère général	-		Recettes issues de la TEOM	-
611	Cont. Prest. Serv. Avec des Ent.				
617	Etudes et recherches				
				Dotations et participations reçues	-
			7478	Participation autres organismes	
012	Charges de personnel et frais ass.	63 500,00		Autres recettes de fonctionnement	
6331	Versement de transport		70	Prod. Des services, du dom.et vtes div.	-
6332	Cotisations versees au f.n.a.l.		70878	par d'autres redevables	
6336	Cotis.ctre nat.& aut.ctres gestion		7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	
6338	Aut.Imp.Tx.& Vers.Ass.sur Rém.				
64111	Remuneration principale				
64112	Indemnité de residence				
64118	Autres indemnités		74	Subventions	-
64131	Rémunération	63 500,00	7478	Autres organismes	
64138	Autres indemnités				
6451	Cotisations a l' u.r.s.s.a.f				
6453	Cotisations aux caisses de retraite				
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux				
64832	Contrib. au F.C.C.F.A				
6488	Autres charges				
65	Autres charges de gestion courante	-	75	Autres produits de gestion courante	
6554	Cont. Aux Org. De regroupement				
6558	Autres contributions obligatoires				
65737	Autres établissements publics locaux	-			
66	Charges financières		76	Produits financiers	
67	Charges exceptionnelles		77	Produits exceptionnels	
68	Dotations aux provisions (3)		78	Reprises sur provisions (3)	
014	Atténuations de charges		013	Atténuations de produits	
022	Dépenses imprévues				
Total des dépenses réelles		63 500,00	Total des recettes réelles		-
042	Opé. D'ordre de transfert entre section		042	Opé. D'ordre de transfert entre section	
023	Virement à la section d'investissement				
Total des dépenses d'ordre			Total des recettes d'ordre		
TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES		63 500,00	TOTAL GÉNÉRALE DES RECETTES		-

Investissement					
DÉPENSES			RECETTES		
Article	Libellé	Montant	Article	Libellé	Montant
2188	Autres immobilisations corporelles				
Total des dépenses réelles			Total des recettes réelles		-

Accusé de réception en préfecture
094-249400078-20160329-16-55a-CC
Date de télétransmission : 05/04/2016
Date de réception préfecture : 05/04/2016

**ANNEXE 1 - Convention de gestion de service entre l'EPT Paris Est Marne et Bois
et la ville de Maisons-Alfort**

**Dépenses identifiées dans le budget primitif 2016
relatives à la compétence "gestion des déchets ménagers et assimilés"**

Fonctionnement					
DÉPENSES			RECETTES		
Article	Libellé	Montant	Article	Libellé	Montant
011	Charges à caractère général	4 770 000,00		Recettes issues de la TEOM	4 985 000,00
611	Cont. Prest. Serv. Avec des Ent.	4 770 000,00			
617	Etudes et recherches				
				Dotations et participations reçues	-
			7478	Participation autres organismes	
012	Charges de personnel et frais ass.	215 000,00		Autres recettes de fonctionnement	
6331	Versement de transport		70	Prod. Des services, du dom.et vtes div.	-
6332	Cotisations versees au f.n.a.l.		70878	par d'autres redevables	
6336	Cotis.ctre nat.& aut.ctres gestion		7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	
6338	Aut.Imp.Tx.& Vers.Ass.sur Rém.				
64111	Remuneration principale				
64112	Indemnité de résidence				
64118	Autres indemnités		74	Subventions	-
64131	Rémunération	215 000,00	7478	Autres organismes	
64138	Autres indemnités				
6451	Cotisations a l' u.r.s.s.a.f				
6453	Cotisations aux caisses de retraite				
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux				
64832	Contrib. au F.C.C.F.A				
6488	Autres charges				
65	Autres charges de gestion courante	-	75	Autres produits de gestion courante	
6554	Cont. Aux Org. De regroupement				
6558	Autres contributions obligatoires				
65737	Autres établissements publics locaux	-			
66	Charges financières		76	Produits financiers	
67	Charges exceptionnelles		77	Produits exceptionnels	
68	Dotations aux provisions (3)		78	Reprises sur provisions (3)	
014	Atténuations de charges		013	Atténuations de produits	
022	Dépenses imprévues				
	Total des dépenses réelles	4 985 000,00		Total des recettes réelles	4 985 000,00
042	Opé. D'ordre de transfert entre section		042	Opé. D'ordre de transfert entre section	
023	Virement à la section d'investissement				
	Total des dépenses d'ordre			Total des recettes d'ordre	
	TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES	4 985 000,00		TOTAL GÉNÉRALE DES RECETTES	4 985 000,00

Investissement					
DÉPENSES			RECETTES		
Article	Libellé	Montant	Article	Libellé	Montant
2188	Autres immobilisations corporelles				
	Total des dépenses réelles			Total des recettes réelles	-

Accusé de réception en préfecture
094-249400078-20160329-16-55a-CC
Date de télétransmission : 05/04/2016
Date de réception préfecture : 05/04/2016

ANNEXE 1 - Convention de gestion de service entre l'EPT Paris Est Marne et Bois

**Dépenses identifiées dans le budget primitif 2016
relatives à la compétence "Eau et assainissement"**

BUDGET ASSAINISSEMENT

Section de fonctionnement	Type	Nature	Chapitre	Total BP 2016	Réalisé 2015	Opérations particulières	Total réalisé	% de réalisé	Ecart hors report
	DEPENSES	ORDRE	042					0,00%	0,00
			023					0,00%	0,00
				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00
	RECETTES	ORDRE	042					0,00%	0,00
				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00
	DEPENSES	REEL	011	210 000,00	203 255,25			96,79%	210 000,00
			012	20 000,00	19 393,83			96,97%	20 000,00
			65	74 000,00	74 000,00			100,00%	74 000,00
			66	0,00	0,00			0,00%	0,00
			67					0,00%	0,00
				304 000,00	296 649,08	0,00	0,00	97,58%	210 000,00
	RECETTES	REEL	002					0,00%	0,00
			70	220 000,00	215 000,00			97,73%	220 000,00
			74					0,00%	0,00
		220 000,00	215 000,00	0,00	0,00	97,73%	220 000,00		
TOTAL DEPENSES			304 000,00	296 649,08	0,00	0,00	97,58%	304 000,00	
TOTAL RECETTES			220 000,00	215 000,00	0,00	0,00	97,73%	220 000,00	
SOLDE DE LA SECTION DE FONCT.				-84 000,00	-81 649,08	0,00	0,00		-84 000,00

Section d'investissement	Type	Nature	Chapitre	Total voté	Réalisé	Opérations particulières	Engagements	Total réalisé	% de réalisé	Ecart hors report	Report	Total	Ecart avec report	
	DEPENSES	ORDRE	040						0,00%	0,00		0,00	0,00	
				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	ORDRE	021						0,00%	0,00		0,00	0,00	
			040						0,00%	0,00		0,00	0,00	
				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	
	DEPENSES	REEL	16						0,00%	0,00		0,00	0,00	0,00
			20						0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			21	110 000,00	110 000,00					110 000,00		0,00	0,00	110 000,00
			23							0,00%	0,00		0,00	0,00
				110 000,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00%	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00
	RECETTES	REEL	001						0,00%	0,00		0,00	0,00	0,00
			10						0,00%	0,00		0,00	0,00	0,00
			13							0,00%	0,00		0,00	0,00
			16							0,00%	0,00		0,00	0,00
			23							0,00%	0,00		0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
TOTAL DEPENSES			110 000,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	100,00%	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00		
TOTAL RECETTES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00		
SOLDE DE LA SECTION D'INVEST.				-110 000,00	-110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	-110 000,00	0,00	0,00	-110 000,00	

RESULTAT DE L'EXERCICE					-191 649,08	0,00	0,00	0,00	0,00%	-194 000,00	0,00		
-------------------------------	--	--	--	--	--------------------	-------------	-------------	-------------	--------------	--------------------	-------------	--	--

Accusé de réception en préfecture
094-249400078-20160329-16-55a-CC
Date de télétransmission : 05/04/2016
Date de réception préfecture : 05/04/2016

Annexe 2 - Liste des contrats en cours

Désignations			Montant minimum annuel (H.T.)	Montant maximum annuel (H.T.)	Total annuel budgété	Information sur les marchés		
Compétence	Prestataire	Domaine				Durée	Date de début	Date de fin
PLU								
Collecte des ordures ménagères	SYCTOM	Traitement des déchets ménagers			2 480 975,00 €			
	OTUS	Collecte des déchets ménagers, des emballages ménagers, des déchets verts, des encombrants et du verre ainsi que acquisition, location et maintenance d'un parc de conteneurs (1)	Sans	Sans	1 989 055,80 €	1 an renouvelable 3 fois = 4 ans	10/06/2015	10/06/2019
	CPR	Mise à disposition et enlèvement de bennes et destruction de déchets (2)	110 000,00 €	220 000,00 €	220 000,00 €	1 an renouvelable 3 fois = 4 ans	31/05/2013	30/05/2017
PCET								
Eau et assainissement	CIG	Maintenance et entretien des réseaux d'assainissement de la ville	8 000,00 €	40 000 € + forfait de 47 690,00 €	93 000,00 €	1 an renouvelable	18/07/2014	18/07/2016
	SEDIF	Production et distribution eau potable						
Politique de la ville								

(1) hors collecte des déchets des marchés alimentaires pour un montant de 82.990,60 € T.T.C. et hors collecte des déchets végétaux pour un montant de 100.953,60 € T.T.C.

(2) concerne les déchets mêlés : déchets encombrants laissés sur la voie publique en dehors des jours de ramassage organisé, détritus ramassés par le service de nettoyage, déchets provenant de travaux des différentes régies ; et les déchets végétaux : souches, branches, tontes de gazon et feuilles mortes